

# Mouvement Communiste

Lettre numéro 30

juin 2009

## GREVE DE LA RAFFINERIE DE LINDSEY : UNE LUTTE EMPETREE DANS LE NATIONALISME

### **Présentation**

Une fois n'est pas coutume, une grève a fait la une des journaux britanniques et, qui plus est, a été accueillie favorablement. Pourquoi ce tapage médiatique à propos de la grève « sauvage » qui a démarré le 28 janvier à la raffinerie de pétrole Total de Lindsey dans la ville de North Killingholme (North Lincolnshire) ? Quelle en était la cause ? L'obtention d'un contrat de construction d'une unité de désulfuration sur le site de cette raffinerie par une société d'ingénierie italienne (IREM), pour un montant de 200 millions de livres sterling qui se proposait d'intervenir avec ses propres salariés italiens et portugais, dont une centaine déjà sur place et 300 autres devant les rejoindre (les ouvriers d'IREM ne sont pas syndiqués selon le *Morning Star*, du 5 février 2009). IREM a remporté l'appel d'offre face à cinq firmes britanniques et deux autres européennes.

Ceci a déclenché la colère des ouvriers de maintenance travaillant sur le site appartenant à des dizaines de sociétés différentes mais qui respectent toutes la convention collective de la branche, le *Blue Book*. En effet, ils réclamaient l'embauche de travailleurs locaux et craignaient que ce précédent fasse une brèche dans la convention collective nationale, IREM n'étant pas lié par cette convention.

Ce qui a plu aux journaux, ce n'est pas la défense de la convention collective mais que des ouvriers, en défendant l'emploi « britannique », fassent preuve d'un certain nationalisme ; d'autant que les premiers jours, on a vu fleurir sur les piquets et dans les manifestations de grévistes, des drapeaux britanniques avec imprimé dessus, le slogan du Premier ministre, Gordon Brown, « *British jobs for British workers* »

Mais qu'en a-t-il réellement été ?

### **Si vous avez manqué le début**

#### **La raffinerie de Lindsey**

Mise en service en mai 1968, cette raffinerie, située à North Killingholme, dans la zone industrielle de Grimsby, est la troisième du Royaume-Uni avec une capacité de production annuelle de 10 millions de tonnes (223 000 barils/jour). Elle emploie 500 salariés et plusieurs centaines de sous-traitants qui peuvent aller jusqu'à plusieurs milliers lors des grandes opérations de maintenance ou de développement des sites.

#### **L'ingénierie de construction**

Les entreprises de ce secteur fournissent des installations industrielles ou mettent à niveau des installations existantes. Dans les deux cas, leurs contrats sont assujettis à des pénalités en cas de retard à la mise en production de l'installation ou à des primes en cas de fourniture en avance. On comprend que ces entreprises doivent être efficaces et donc utiliser des méthodes éprouvées et des travailleurs qualifiés et compétents, rodés aux processus de montage. Il n'y a donc rien de surprenant qu'une entreprise « étrangère » apporte avec elle ses salariés (ou ceux de ces sous-traitants) lorsqu'elle opère sur le sol britannique.

#### **IREM**

C'est une entreprise italienne, fondée en 1979, basée à Syracuse (Sicile) d'ingénierie de construction de raffineries de pétroles et d'installations chimiques et pétrochimiques. Elle réalise la conception, la fabrication et le montage d'installations industrielles « clés en mains ». Elle emploie 1 500 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 120 millions d'euros.

## **Chronique des faits**

### **Mercredi 28 janvier 2009**

Début de la grève à la raffinerie pétrolière de Lindsey (North Lincolnshire). Pas de menaces sur les emplois existants mais les travailleurs craignent qu'ils puissent y en avoir à l'expiration, mi-février, de la clause de « non-licenciements » entre les syndicats et les patrons.

De 800 à 1 000 ouvriers se rassemblent et votent immédiatement pour la grève. Le comité des *shop stewards*<sup>1</sup> insiste pour que les ouvriers suivent la procédure nationale relative aux conflits du travail. Les ouvriers veulent de toute façon se mettre en grève. Le comité des *shop stewards* démissionne en bloc pour signifier que le syndicat se distancie de la grève illégale.

### **Jeudi 29 janvier**

Manifestation et piquet à la porte de la raffinerie, 800 à 1 000 personnes. Un mode d'action qui se renouvellera pendant les autres jours de la grève.

Grèves de solidarité (illégalles au Royaume-Uni) par :

- Des centaines de travailleurs temporaires de la raffinerie voisine de Conoco-Phillips,
- Des salariés du terminal gazier de BP à Dimlington (East Yorkshire) et de l'usine chimique de Saltend à Kingston upon Hull (North Lincolnshire),
- Des travailleurs de la centrale thermique de Longannet, gérée par Scottish Power (Fife) en Ecosse,
- Des travailleurs du site en construction de la centrale thermique de Staythorpe (Nottinghamshire),
- Les ouvriers du terminal de gaz naturel à Easington (Est Yorkshire).

### **Vendredi 30 janvier**

Grèves de solidarité :

- 700 travailleurs de la raffinerie de Grangemouth (Falkirk) en Ecosse,
- 60 grévistes sur le piquet de la centrale thermique d'Aberthaw, près de Barry (Vale of Glamorgan), au pays de Galles,
- 400 grévistes à la raffinerie Petroplus, de Wilton, près de Middlesborough (Teeside),
- Centrale thermique de Kilroot à Carrickfergus, en Irlande du Nord,
- Terminal gazier de SouthHook LNG à Milford Haven, (West Wales) au pays de Galles,
- Centrale thermique de Fiddlers Ferry, près de Warrington (Cheshire),
- 400 à la centrale thermique de Longannet, gérée par Scottish Power, (Fife) en Ecosse,
- D'autres petits sites...

Selon le *Guardian*, 3 000 travailleurs sont en grève dans tout le pays.

Le gouvernement organise une réunion de Cobra (« *Cabinet Office briefing room A* »), son cabinet intérieur de temps de crise comprenant des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, de l'Industrie, de l'Energie, de la Défense et des contingents d'experts.

### **Samedi 31 janvier**

Beaucoup de bla-bla des politiciens sur le caractère correct et légal du contrat signé par Total. Le ministre du Travail demande à l'ACAS (« *Advisory, Conciliation and Arbitration Service* »), organisme spécialisé dans la médiation sociale, d'étudier la question de l'illégalité de l'exclusion des travailleurs britanniques des projets d'ingénierie et de construction.

### **Dimanche 1<sup>er</sup> février**

Apparemment pas de grève, c'est dimanche...

### **Lundi 2 février**

Grèves de solidarité :

- Centrale nucléaire de Sellafield, (Cumbria). Grève des travailleurs intérimaires qui construisent de nouvelles capacités de stockage sur le site,
- Centrale nucléaire de Heysham, (Lancashire),
- Centrale thermique de Staythorpe (Nottinghamshire),
- Raffinerie de Grangemouth (Falkirk) en Ecosse, où 700 ouvriers sont en grève,
- Centrale thermique de Longannet, gérée par Scottish Power, (Fife en Ecosse),

---

<sup>1</sup> shop steward : délégué d'atelier

Centrale thermique de Fiddlers Ferry, près de Warrington (Cheshire) où 200 ouvriers sont en grève,  
Terminal gazier de LNG à South Hook (500 ont débrayé),  
Centrale thermique de Aberthaw au pays de Galles,  
Raffinerie Petroplus de Coryton (Essex),  
Un site gazier de Shell dans le Fife en Ecosse,  
Raffinerie Chevron, à Pembroke (Pembrokeshire) au pays de Galles,  
Centrale thermique de Langage, Plympton (Plymouth), on dénombre 600 grévistes dont 35  
Polonais !  
Manifestation d'un petit groupe d'ouvriers à Scunthorpe (North Lincolnshire), où l'ACAS négocie  
avec Total et les syndicats Unite et GMB.  
A Lindsey, élaboration de la plate-forme de revendications.

### **Mardi 3 février**

Plus de grève de solidarité selon nos informations...mais il y a toujours des rassemblements aux portes de la raffinerie de Lindsey.

### **Mercredi 4 février**

Les syndicats demandent aux grévistes de terminer leur action après avoir reçu l'engagement que 50 % des emplois seraient attribués à des travailleurs du Royaume-Uni, c'est-à-dire que de nouveaux emplois seraient créés. Ce fut suffisant pour terminer la grève.

Tom Ryan, du comité de grève, déclara à des centaines de manifestants sur le site de Lindsey qu'ils avaient obtenu 102 nouveaux emplois pour au minimum 9 semaines. « On nous a offert ce que nous réclamions, en réalité, 50/50 ». « Les délégués vont recommander demain aux gars de retourner au travail »

La négociation finale incluait un accord par lequel les *shop stewards* pourraient vérifier que les emplois occupés par des ouvriers italiens et portugais bénéficieraient des mêmes conditions que les travailleurs du cru couverts par un accord national et que des ouvriers syndiqués travailleraient à côté des ouvriers d'IREM.

## **Shop stewards et syndicats**

### **Les shop stewards, délégués de base dans l'industrie britannique**

#### **Cadre général**

Le droit en général, et le droit du travail, en particulier, sont très peu codifiés au Royaume-Uni. Ce dernier repose le plus souvent sur l'usage, il est donc très difficile de décrire précisément la réalité complexe et mouvante des shop stewards ou de tenter des comparaisons avec ce qui existe en France ou dans d'autres pays européens. De même pour les syndicats dans leur ensemble dont les prérogatives peuvent varier d'une branche d'industrie à l'autre. On voit (souvent auparavant, moins aujourd'hui) deux syndicats différents, appartenant à la même confédération, les TUC (*Trade Union Congress*), « se battre », dans la même industrie ou entreprise pour syndiquer les salariés. Toutefois, à partir du gouvernement Blair, plusieurs lois ont été passées pour mieux encadrer la représentation sociale.<sup>2</sup>

Les rôles principaux des *shop stewards* (qui soulignons-le continuent de travailler aux côtés de leurs collègues et ne sont pas salariés par le syndicat) sont :

- La négociation sur les lieux de travail (atelier, département),
- La représentation des travailleurs, syndiqués ou pas,
- La gestion au quotidien de la structure syndicale,
- Le recrutement pour le syndicat et le relevé des cotisations,
- Les questions d'hygiène et de sécurité.

Dès l'origine les *shop stewards* ont une relation ambivalente avec les syndicats à la fois en dehors et en dedans ; à la fois en faisant partie (mais pas tout le temps) et le faisant tourner mais en s'y opposant tant au niveau de l'entreprise que de la branche. Vis à vis de leurs collègues, ils sont les représentants d'une démocratie directe d'atelier, mais qui, en dehors des grandes saisons de luttes, se limite à la lutte économique la plus plate. Ils sont, par ailleurs, « protégés » par l'accord d'entreprise. Les *shop stewards* peuvent négocier

<sup>2</sup> 1998, *National minimum wage act* (Accord sur le salaire minimum) ; 1998, *Working time regulation* (Accord sur la durée du temps de travail) ; 1999, *Employment relations act* (Accord sur les règles contractuelles entre patrons et salariés mais surtout la définition des règles légales à respecter pour les grèves et la reconnaissance des *Trade unions* dans les entreprises de plus de 21 salariés).

à tout moment avec la direction à condition de respecter les limites de l'accord d'entreprise. Les *shop stewards* d'une même entreprise se regroupent au sein du conseil des *shop stewards* qui est habilité à négocier les accords au côté du syndicat.

Conscients du danger qu'ils représentaient pour les syndicats, ceux-ci ont tenté à partir de 1970 de les réintégrer systématiquement dans la structure syndicale d'entreprise.

La question de l'appartenance aux syndicats ne se posait traditionnellement pas car les *shop stewards* étaient avant tous présent dans les industries où était établi un *closed-shop*<sup>3</sup>, c'est-à-dire dans des entreprises qui n'embauchaient que des travailleurs syndiqués. Le *closed-shop* avait été imposé par les travailleurs comme mode de lutte défensive. Mais, en se focalisant sur la défense de ceux qui appartenaient au syndicat responsable de l'embauche ils se sont plus battus contre les exclus de l'accord d'entreprise que contre leurs propres patrons : les exemples sont nombreux, depuis les syndicats de la presse qui excluent les femmes en France jusqu'aux syndicats de l'automobile longtemps fermés aux travailleurs noirs aux Etats-Unis. Il existe quelques exceptions comme les dockers de Liverpool, traditionnellement prêts à boycotter les marchandises des boîtes en grève qui transitent par leur port, voire celles provenant des pays exerçant une répression anti-ouvrière particulièrement odieuse.

Dans les moments hauts de la lutte de classes, les *shop stewards* ont excédé leur tâches initiales et sont devenus les agents d'un contre-pouvoir ouvrier contestant l'organisation du travail, en particulier l'affectation des ouvriers à certaines tâches, la nature même de ces tâches, les moyens de les réaliser, le contrôle sur les rythmes de travail et les pauses ou l'obtention de primes spécifiques. L'ensemble de ces pratiques repose sur une des relations complexes entre commandement d'entreprise et ouvriers, celui du « *custom and practice* » (habitude et usages) qui fait l'objet de négociations continues sur le lieu de travail même.

#### Un peu d'histoire

Initialement assignés (fin du 19<sup>e</sup> s.) à des tâches telles que la collecte des cotisations syndicales, les *shop stewards*, délégués qui continuent d'exercer leur travail, se sont progressivement organisés parallèlement aux syndicats. Contrairement aux délégués du personnel en France, les *shop stewards* sont directement élus par leurs collègues (d'atelier ou de métier) et censés représenter leurs intérêts directs, tant lors des négociations avec les employeurs qu'au quotidien. Indépendants des structures syndicales, les *shop stewards* se sont principalement développés dans les industries où les syndicats étaient très présents et auxquels, par ailleurs, ils appartenaient dans leur majorité.

Leur « irruption » en tant que force d'organisation des ouvriers a eu lieu pendant la première guerre mondiale, lorsque l'ensemble des appareils syndicaux (et le parti travailliste) participaient à l'effort de guerre au nom de l'union nationale et, bien sûr, s'opposaient à toute revendication des ouvriers alors que leurs conditions d'exploitation se durcissaient. Les ouvriers se sont donc servis « naturellement » de la seule organisation dont ils disposaient au niveau de l'atelier, les *shop stewards* en leur donnant un rôle offensif de délégués de lutte, à partir de 1916<sup>4</sup>. Les premières grèves organisées par les *shop stewards* eurent lieu dans les chantiers navals de la Clyde à Glasgow. Compte-tenu de la taille des chantiers navals qui fonctionnaient à plein du fait de l'effort de guerre, les *shop stewards* se sont dotés d'une organisation centralisée à l'échelle des chantiers. Nés donc dans les chantiers navals, le mouvement des *shop stewards* se propagea à d'autres secteurs industriels et dans certaines régions (la Clyde notamment) se centralisèrent entre différentes entreprises, comme dans le cas du *Clyde worker's committee*. Les plus radicaux d'entre eux soutenaient explicitement la révolution d'Octobre et donnaient une dimension politique supplémentaire à leur action. Toutefois, après le recul de la vague révolutionnaire, à partir de 1921, l'influence des *shop stewards* au niveau national diminua fortement pour deux raisons : le recul du niveau des luttes et donc le rétrécissement du rôle des *shop stewards* à l'entreprise voir aux ateliers et l'intégration d'un nombre important au sein du parti communiste en voie de stalinisation (William Gallacher, le principal animateur du *Clyde worker's committee* devenant secrétaire général du PC).

A partir de 1936, un nouveau cycle de luttes démarre qui revitalise les *shop stewards*. Outre les luttes pour les salaires et les conditions de travail, ils sont à l'origine de grèves politiques en soutien aux républicains espagnols ou pour empêcher, comme chez Vickers, la fourniture d'avions fabriqués pour

3 Il faut distinguer le *closed shop* de l'*union shop* : le premier indique que l'entreprise n'embauche que des travailleurs syndiqués ; le deuxième que le patron peut embaucher des non-syndiqués mais que ceux-ci, au bout d'une certaine période, doivent se syndiquer ou perdre leur emploi. Enfin, il existe des cas où le syndicat contrôle l'embauche lui-même.

4 Ces grèves avaient été précédées par celles des 200 000 mineurs du pays de Galles, en juin 1915.

l'aviation de Franco. Au début de la seconde guerre mondiale, le PC soutenant la stratégie de l'URSS (pacte germano-soviétique) appuie les grèves menées à l'initiative des *shop stewards* contre les restrictions dues à l'effort de guerre (Campagne « *No fascism, No war* ») et contribue à organiser des conférences nationales de *shop stewards* pour coordonner les luttes comme à Birmingham en décembre 1940. Evidemment, l'invasion de l'URSS en juin 1941, fait basculer les *shop stewards* fidèles au PC dans le soutien à l'effort de guerre et l'opposition déterminée aux grèves. Le mouvement des *shop stewards* est ainsi cassé mais une minorité résolue continuera d'organiser des grèves comme, par exemple, celle des mineurs du Kent, en janvier 1942 ou celle des chantiers Vickers-Armstrong à Barrow-in-Furness en décembre 1943.

Dans les années 1950/1970 ils ont organisé la résistance à la modernisation et à l'accroissement de la productivité dans l'industrie, en particulier dans l'automobile, sur les ports, dans la construction navale, dans la presse et dans les postes. Le rapport de force en faveur de la classe ouvrière organisée avec ses délégués de base sera tel qu'il va contribuer au déclin de l'industrie britannique, incapable de faire face à la concurrence internationale.

Incapable de se moderniser le capital va laisser périliter puis fermer des pans entiers de son industrie. Après le « *Winter of Discontent* » de 1979/1980 puis la défaite des mineurs en 1985 le rapport de force va massivement s'inverser et les délégués vont perdre une grande partie de leur influence.

Les syndicats ont adopté des positions fort diverses vis-à-vis des *shop stewards*. Appartenant à différents syndicats ceux-ci peuvent s'organiser en comités de *shop stewards*.

La plupart des grèves au Royaume-Uni ont été organisées par les *shop stewards*. Plus que de grèves sauvages, il s'agit plutôt de grèves dites non officielles, c'est-à-dire non organisées par la structure syndicale; toutefois beaucoup de grèves démarrées par les *shop stewards* sont ensuite reconnues par la structure syndicale et deviennent ainsi officielles.

En 1967, environ 5 000 *shop stewards* représentaient les 200 000 travailleurs manuels de l'industrie automobile. Ils étaient traditionnellement élus à main levée, une pratique qui a été progressivement remplacée par une élection plus formelle.

### **Les syndicats du secteur**

Pour résister à l'érosion du nombre de leurs adhérents, les syndicats ont fait taire leurs désaccords pour mener des fusions importantes.

*Unite* est ainsi devenu le plus important syndicat britannique avec un peu moins de 2 millions de membres. En 2001, *Amicus* a été formé par la fusion du syndicat MSF (lui-même fondé en 1988 par la fusion de plusieurs syndicats), – orienté à gauche et rassemblant des travailleurs qualifiés et des techniciens de différentes industries, certaines de ses branches remontant à 1834 – et du grand syndicat des mécaniciens et des électriciens, l'AEEU (*Amalgated Engineering and Electrician Union*), fondé en 1992 mais dont les origines remontent aux années 1850. Corporatistes, les syndicats qui avaient formé l'AEEU ont parfois joué les jaunes, en particulier celui des électriciens, dans les années 1960/1970. En 2004, le syndicat GPMU (*Graphical, Paper and Media Union*), héritier d'une tradition deux fois centenaire et représentant les travailleurs de la presse et des arts graphiques a rejoint *Amicus*.

Ce dernier est devenu « *Unite the Union* » en intégrant le T & G (*Transport and General Workers' Union*), le grand syndicat des transports et de l'industrie automobile. Fondé en 1922 il syndiquait les travailleurs des ports, des transports et les ouvriers non qualifiés de l'industrie. Il participa activement à la grève générale de 1926. Ce sont souvent des délégués du T & G qui ont mené les grandes luttes dans l'industrie lors des années 1960/1970.

GMB (« *General Municipal and Boilermakers union* ») appelé plus communément le « *Britain's General Union* », est un syndicat généraliste, c'est à dire qu'il syndique tout travailleur quel que soit son secteur d'activité, et qui regroupe 600 000 membres. Il a son origine, en 1899, comme syndicat des gaziers (« *Gas Workers and General Union* ») puis après fusion en 1924 avec les syndicats des employés municipaux (entre autres) donna naissance au « *National Union of General and Municipal Workers* ». Et par fusions successives (notamment les ouvriers du textile et de la confection) a donné naissance, en 1993, au GMB tel qu'il est.

### **Principales caractéristiques des grèves**

#### **Extension**

La principale caractéristique de ces grèves est le rapide développement des actions de solidarité dans différents lieux de travail appartenant au même « secteur industriel ». De telles actions sont illégales au Royaume-Uni depuis la grève des mineurs de 1984-1985 et donc ne peuvent être officiellement soutenues

par les syndicats. Pour cette raison, les grèves dans le secteur de l'énergie ont été qualifiées en grande partie à tort de « non-officielles ». Mais cela ne signifie pas que c'était une grève a-syndicale ou anti-syndicale parce que les *shop stewards* ont indubitablement joué un rôle moteur en organisant une grève que les ouvriers considéraient syndicale. Une fois de plus, la nature « illégale » des grèves démontre la stupidité de ceux qui pensent que les ouvriers ont besoin d'amis au Parlement pour leur donner la permission de faire grève.

### **Etait-ce une grève nationaliste ?**

Oui, jusqu'à un certain point...

Les travailleurs ont réellement porté des pancartes où était écrit « des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques », et elles n'étaient pas toutes fournies par les syndicats ! Il y a eu également des drapeaux britanniques aux piquets de grève, fait rare. Certains travailleurs ont exprimé des opinions nationalistes – « les étrangers veulent prendre nos emplois » – devant les médias et sur le site Bearfacts ([www.bearfacts.co.uk](http://www.bearfacts.co.uk)). Ce site a agi comme un centre de coordination et les premières affiches « des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques » y ont été téléchargées.

Non, jusqu'à un certain point...

En de nombreuses occasions, travailleurs et responsables syndicaux ont souligné qu'ils défendaient les accords existants et combattaient la discrimination contre les travailleurs locaux et n'avaient rien contre les travailleurs étrangers (qui étaient dans la même position qu'eux, voulant juste nourrir leurs familles...). Derek Simpson, le codirigeant national du syndicat *Unite*, affirmait même que la grève « n'est pas menée pour des raisons de race ou d'immigration, mais de classe ». A aucun moment n'a été mise en avant la revendication de virer ou rapatrier les travailleurs étrangers.

Le slogan « Des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques » était une référence à un discours prononcé par Gordon Brown, le Premier Ministre, lors d'une conférence du parti travailliste en 2007. C'était donc, *jusqu'à un certain point*, ironique... Au fur et à mesure de la grève, ce slogan fut contesté par les grévistes et le site Bearfacts produisit une nouvelle affiche « Accès égal au travail pour les ouvriers locaux ! »

Les revendications du comité de grève, présentées le 2 février, étaient tout à fait syndicalistes mais en aucun cas, nationalistes. Les voici :

Pas de représailles contre les travailleurs qui ont participé aux grèves de solidarité,

Tous ceux qui travaillent au Royaume-Uni doivent être couverts par l'accord NAECI qui couvre le secteur,

Inscription, sous contrôle syndical, des travailleurs syndiqués qualifiés au chômage, avec liste d'attente dès que les emplois sont disponibles,

Financement par le gouvernement et les entreprises de la formation et de l'apprentissage pour la prochaine génération de travailleurs de la construction afin d'assurer un futur aux jeunes,

Syndicalisation de tous les travailleurs immigrés,

Aide des syndicats aux travailleurs immigrés – dont des interprètes – afin de permettre leur intégration aux structures syndicales,

Élaboration de liens avec les syndicats de la construction en Europe.

Est-ce que l'extrême droite a été effectivement présente dans le mouvement de grève ? Non !

Quelques membres du parti d'extrême-droite BNP (*British Nationalist Party*) se sont bien pointés au piquet de Lindsey mais les syndicalistes les ont envoyés se « faire foutre » et ils se sont tirés. Le BNP a bien un syndicat Solidarity (dont l'emblème reprend celui de *Solidarnosc* mais avec un drapeau anglais) mais ce dernier n'a que quelques centaines de membres dans toute la Grande Bretagne.

Il est important de comprendre que la presse de droite au Royaume-Uni (*Sun*, *Daily Mail*, *Telegraph*...), qui normalement n'a jamais une parole favorable pour les grévistes, s'est montrée particulièrement « solidaire » et a fait tout ce qui était en son pouvoir, comme les médias britanniques en général, pour amplifier le côté nationaliste des grèves.

Le 6 février, la BBC a même dû s'excuser publiquement pour avoir déformé les propos d'un travailleur. Ce dernier avait déclaré: « ces portugais et ces ritals, nous ne pouvons pas travailler à leur côté, nous sommes séparées d'eux ». La BBC avait supprimé la seconde partie de la phrase.

### De quelle catégorie de travailleurs s'agit-il ?

Il s'agit de travailleurs de la construction hautement qualifiés. Ce ne sont pas des travailleurs du bâtiment « ordinaires », ils ne construisent pas d'immeubles d'habitation ou de bureaux. Ils travaillent dans le génie industriel (*engineering construction*) : ils construisent des centrales thermiques, des usines chimiques, des raffineries de pétrole... Ils érigent des échafaudages, ils sont soudeurs, tuyauteurs, électriciens, métalliers... Mais ils ne sont pas très bien payés. Un salaire typique est de 14 livres sterling de l'heure, soit 2,5 fois le salaire minimum qui est très bas au Royaume-Uni. En général, ils travaillent avec des contrats à durée déterminée (liés à la durée du chantier). Un fait marquant de ce conflit est que des ouvriers au chômage se sont joints aux assemblées et aux manifestations ; il n'y a pas, dans cette industrie où dominent les contrats à durée déterminée, la classique division entre travailleurs et chômeurs.

Ils travaillent pour un groupe d'entreprises de construction spécialisée. La raffinerie de Lindsey emploie des ouvriers appartenant à 267 entreprises différentes ! Cela va du petit sous-traitant local aux grands groupes comme Shaw Group qui emploie plus de 26 000 ouvriers de par le monde. Ils représentent un groupe d'environ 15 000 travailleurs qui se déplace dans tout le Royaume-Uni, et accessoirement en Europe ou plus loin, pour travailler sur de grands projets.

Ils tablent sur l'augmentation des emplois dans l'avenir proche. L'énergie est l'un des rares secteurs à se développer en Grande-Bretagne. Staythorpe (Nottinghamshire) est parmi les centrales à gaz en projet. De nouvelles centrales nucléaires et à charbon sont également programmées ainsi que des lieux de stockage pour le gaz naturel, des terminaux portuaires pour le GNL (gaz naturel liquéfié), de nouveaux pipelines et l'expansion du réseau électrique destiné à intégrer le développement des énergies renouvelables.

Il semble qu'il y ait de nombreux liens informels entre ces travailleurs, mais que ces liens sont également gérés par les *shop stewards*. Un message sur le site (<http://libcom.org>) posté par un électricien de Lindsey en grève est particulièrement parlant :

« Je suis un électricien de la raffinerie de Lindsey où la grève a démarré. J'étais au meeting où nous avons voté la grève illégale. Notre principal grief était l'utilisation de la directive sur l'ouvrier posté pour contourner notre accord national (le « *blue book* »). Nous pensions que cela prendrait plus de temps que la durée du chantier si nous respectons la procédure légale syndicat-employeurs (ce dont les patrons et le foutu syndicat sont parfaitement conscients et pleinement satisfaits). Puisque les patrons avaient « légalement » cassé l'accord national avec une protestation minimale de la part d'Unite, nous ne voyions pas pourquoi, nous aussi, nous aurions dû respecter la procédure légale. Le délégué régional d'Unite est venu nous rencontrer pour nous dire que nous perdrons tous les conflits sur ce sujet (à cause du caractère « illégal » de la grève. NdT) et que nous devrions remballer nos piquets car nous n'allions nulle part. En ce qui concerne les manifestations de solidarité à travers le pays que voulait organiser pacifiquement et merdeusement le syndicat, je dois dire qu'elles ont été organisées à la base par les ouvriers de Lindsey en téléphonant à leurs collègues liés au *Blue book*, à travers le pays. »

La convention collective signée par les patrons et les syndicats (« *National Agreement for the Engineering Construction Industry* », NAECI) est particulièrement importante pour déterminer le salaire et les conditions de travail, jusqu'à la pause thé, les primes de déplacement et les jours payés pour participer à l'enterrement d'un collègue. Il est intéressant de noter que le NAECI interdit explicitement les « débrayages de solidarité » pour la mort d'un collègue. Quasiment toutes les entreprises de ce secteur intervenant au Royaume-Uni sont membres de la « *Engineering Construction Industry Association* » (Association de l'industrie de l'ingénierie de la construction) et ainsi acceptent d'être liées par le *Blue book*. IREM a obtenu le titre de membre provisoire. Cet accord national a vu le jour en 1981 avec pour but explicite d'empêcher les grèves.

« Oui, ces travailleurs bénéficient encore de la pause thé...mais le NAECI ne permet qu'une pause thé par jour, le matin, et pas le vendredi. » « Les employeurs se plaignent en privé que la pause payée de 10 minutes peut souvent se transformer en une absence du lieu de travail d'une durée largement supérieure. » *Financial Times* 06/02/09. Pour qui connaît l'histoire, ceci est un recul. En effet, les anciens n'ont pas oublié l'époque où l'économie morale de la classe ouvrière britannique exigeait deux pauses thé quotidiennes sur tous les lieux de travail.

Toutes sortes de rumeurs ont circulé sur le type de contrat qui liait les travailleurs étrangers, mais la société qui les emploie affirme que leur paie et leurs conditions de travail sont, à travail similaire, les mêmes que celles des travailleurs britanniques. Nous ne pouvons le confirmer...mais il semble probable que parce qu'ils avaient des qualifications similaires, leur traitement était en ligne avec ce qui se pratique dans ce secteur très internationalisé.

Selon les mots du rapport de l'ACAS sur la grève<sup>5</sup> : « IREM était parfaitement au courant, en répondant à l'appel d'offres, qu'elle acceptait implicitement que tous ses salariés employés sur le site le seraient sur la base de l'accord national pour la NAECI, y compris pour leurs payes », mais ce rapport n'explique pas si réellement les patrons respectent l'accord.

La motivation des patrons n'était probablement pas de revoir grossièrement les salaires à la baisse mais plutôt d'utiliser des travailleurs ayant moins de contacts avec les autres, dans un environnement donné. La péniche qui leur servait d'habitation possédait un bar et un cinéma...mais l'alcool n'était pas autorisé à bord.

### Quel fut le rôle des syndicats ?

Comme déjà mentionné, les directions des syndicats (*Unite* et GMB) ne pouvaient se permettre de soutenir ou d'organiser ouvertement les grèves car elles étaient illégales. Si elles l'avaient fait les amendes auraient été conséquentes (en 1985, les syndicats de mineurs ont eu leurs fonds séquestrés). Comme déjà signalé, l'ensemble des *shop stewards* a démissionné le premier jour de la grève sur le conseil des bureaucrates centraux du syndicat.

Cependant, les syndicats ont joué un rôle significatif dans les mouvements qui ont conduit à la grève de Lindsey. Le comité national des *shop stewards* s'était réuni en janvier pour aborder le cas de la centrale thermique de Staythorpe où Alstom refusait d'embaucher de la main d'œuvre locale et y importait à la place des ouvriers polonais et espagnols. Au cours de cette réunion, il fut décidé que tous les sites liés au *Blue book* devaient envoyer des délégations à Staythorpe pour faire pression sur Alstom. De plus, *Unite* avait déjà organisé des manifestations à Staythorpe pour le même motif depuis octobre 2008.

Les patrons, de façon intelligente, ne menacèrent ni les syndicats de poursuites (injonctions ou amendes), ni même les ouvriers individuellement. Ils laissèrent le conflit se dérouler dans le cadre habituel des négociations où les syndicats représentent une grève à laquelle ils n'apportent officiellement aucun soutien.

Il y a eu certainement des tensions entre grévistes (et *shop stewards*) et syndicats mais pas plus que d'habitude. Les syndicats ont appelé les grévistes des autres sites à reprendre le travail après deux jours mais ceci fut repoussé par les grévistes parce que les ouvriers de Staythorpe étaient toujours en grève. Lors de la première rencontre entre Total et le comité de grève, les patrons regardaient leurs montres. Quand on leur demanda pourquoi la rencontre était écourtée, ils dirent qu'ils avaient une autre réunion avec les dirigeants d'*Unite* et l'ACAS dans un hôtel à Scunthorpe. Le comité de grève réagit immédiatement en organisant un déplacement avec des grévistes à l'hôtel pour « participer » aux négociations.

Le comité de grève de Lindsey semble avoir été essentiellement composé de *shop stewards*, certains étant des militants gauchistes. L'un d'eux, Keith Gibson, est membre du *Socialist Party* (à ne pas confondre avec le Labour, c'est un petit parti populiste trotskyste, issu d'une scission de *Militant* qui était une fraction de gauche du Labour dans les années 1980/1990. Aujourd'hui, le *Socialist Party* semble le parti le plus actif dans les grèves).

D'après un article du *Guardian*, la grève avait été en partie organisée préalablement par les *shop stewards*<sup>6</sup> :

« Le travail de fond a été mis en place par 40 *shop stewards* qui se sont rencontrés plusieurs fois pour discuter du fait que les entreprises du site refusaient d'embaucher des ouvriers anglais. Ce groupe comprenait McGuigan et Phil Willis, un monteur d'éléments en acier, de Maidstone dans le Kent. Les bureaucrates syndicaux ne furent pas informés des plans incluant des actions légales et illégales. S'ils l'avaient été, le syndicat aurait pu être frappé par des amendes.

Alors que la pression sur la direction du syndicat *Unite* augmentait pour qu'elle adopte une ligne dure, les *shop stewards* se réunirent à Londres, le 7 janvier. « Ils décidèrent de lancer une campagne sur ce qui se passait et d'aller à Staythorpe qui était le problème principal du moment » déclara Willis. Indépendamment de la direction du syndicat, plusieurs bus chargés de syndicalistes partirent du Yorkshire et du sud du Pays de Galles pour rejoindre les manifestations. »

5 <http://www.acas.org.uk/CHttpHandler.ashx?id=1019&p=0>

6 <http://www.guardian.co.uk/politics/2009/feb/05/union-strike-lindsey-refinery>

Cependant, dans le même article, on peut lire de Billy Corrigan, 60 ans, monteur d'échafaudage et *shop steward* de la raffinerie de Stanlow, dans le Cheshire : « Les gars parlaient depuis Staythorpe de faire quelque chose. Les actions ne venaient pas des *shop stewards* mais des gars. »

### **Pourquoi ces grèves ?**

Il y a eu deux revendications principales avancées par les grévistes :

Ils avaient l'impression d'être discriminés. Il semblait inacceptable que des travailleurs locaux soient exclus du contrat. Beaucoup de travailleurs ont exprimé l'opinion qu'il était normal de recruter un certain nombre de travailleurs locaux pour des projets similaires en Europe.

Le contrat était perçu comme affaiblissant paie et conditions de travail en contournant la convention du NAECL.

Selon des « acteurs bien informés » interrogés par le *Financial Times*, c'est le militantisme traditionnel des travailleurs de ce secteur au Royaume-Uni qui a conduit à recruter des travailleurs ailleurs.

« L'ingénierie industrielle, secteur auquel appartient la raffinerie de Lindsey où s'est déroulé un conflit la semaine dernière, a perdu 22 400 jours de grèves non-officielles lors des onze premiers mois de 2008. Soit un jour par salarié dans un secteur qui en compte environ 25 000. C'est 32 fois plus que la moyenne des grèves au Royaume-Uni. » *Financial Times* du 06/02/09.

Il y a eu beaucoup de bla-bla de la part des leaders syndicaux et des politiciens pour dénoncer les faiblesses des lois sociales de l'UE, mais en réalité ces lois stipulent que les travailleurs de l'UE qui travaillent dans un autre pays de l'UE doivent être soumis aux mêmes lois (salaires minimums, ...) mais elles ne prévoient rien en ce qui concerne les conventions s'appliquant à des branches d'industrie.

Allons-nous encore entendre parler des travailleurs de ce secteur ?

Probablement. Le 12 février, de brefs blocages à Lindsey et à Staythorpe et une manifestation contre un centre pour l'emploi avaient déjà eu lieu.

### **Des points fermes**

Façonnée par les rapports de production capitaliste, la classe ouvrière n'est jamais un tout homogène, tant en période de basse intensité de la lutte de classes qu'au début des périodes révolutionnaires ou même pendant. Elle est traversée par des contradictions et des oppositions issues de sa place dans les rapports de production. Qualification, âge, sexe, religion, race, attachement à l'entreprise, à la région ou à l'Etat sont des expressions, produites par la concurrence entre prolétaires, par lesquelles elle émerge parfois et dont elle doit se débarrasser toujours. Une de ces contradictions s'est exprimée lors de la grève de Lindsey.

L'apparition lors des manifestations et des piquets, de drapeaux britanniques ornés du slogan « travail britannique pour les ouvriers britanniques » est un de ces symptômes, même en l'interprétant à l'aune du « *british sense of humour* ». Malgré les intentions des organisateurs du mouvement, la population et les participants les moins assidus ou les moins conscients ont pu prendre ce message au premier degré. D'autant plus que de nombreux organes du capital en ont délibérément joué. Au Royaume-Uni comme en Italie. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons en aucune manière cautionner ou même justifier la « boutade » présumée du slogan « travail britannique pour les ouvriers britanniques ». Il ne faut pas oublier que ceux qui, au début du conflit, brandissaient des drapeaux britanniques - certes une minorité - n'en ont pas été empêchés par les autres.

Est-ce pour autant une expression définitive de la lutte ? Non, comme nous l'avons montré. Même dans une grève de courte durée comme celle-ci, les choses évoluent et vite. Rapidement, le slogan nationaliste a été abandonné et dans leur plate-forme revendicative, les grévistes ont demandé que les ouvriers de l'entreprise IREM bénéficient des mêmes avantages qu'eux. Preuve qu'une grève se développe de façon contradictoire et que cette fois-ci, elle a trouvé les ressources pour se dépasser partiellement.

Si le nationalisme n'a donc pas pris le dessus chez les grévistes, en revanche, il a servi de point de cristallisation pour ceux (chômeurs ou pas) qui ont participé aux manifestations de solidarité tant par les slogans que les drapeaux. Dans une période de crise qui se traduit, pour les patrons, par un ajustement des capacités de production aux possibilités du marché (d'aujourd'hui ou de demain) et donc un retour d'usines de « l'étranger » vers le « pays » et l'abri bienveillant de l'Etat et pour les ouvriers par une augmentation du chômage, qui « naturellement » augmente le poids du nationalisme, du rejet de l'autre surtout s'il est considéré comme un concurrent potentiel, réel ou imaginaire, pour l'obtention de postes de travail se raréfiant.

Dans ce cadre, le désespoir ouvrier face à la dégradation des conditions d'existence, surtout s'il ne

peut se traduire en réaction collective contre le capital, se manifeste par l'hostilité aux immigrés, les réactions racistes plus ou moins violentes, le vote pour les diverses extrêmes-droites et plus généralement l'adhésion au nationalisme. Le cas du soutien, de la part de ces prolétaires à la grève de Lindsey est donc paradoxal à plus d'un titre. Mais il ne se serait pas exprimé si, dès le début, les ouvriers de Lindsey avaient clairement empêché toute manifestation de nationalisme en leur sein.

Un autre point pose problème, celui indiqué dans les revendications du 2 février (« Inscription, sous contrôle syndical, des travailleurs syndiqués qualifiés au chômage, avec liste d'attente dès que les emplois sont disponibles. ») En effet, il ne s'agit là, ni plus ni moins, que de la demande du contrôle de l'embauche par le syndicat (et ce uniquement pour les travailleurs « syndiqués » et « qualifiés »). Outre la demande explicite de cogestion de la force de travail qui s'exprime ici, il s'agit de rappeler que ce type de pratique dont la forme extrême est le *closed-shop* ou le monopole d'embauche aux mains des syndicats (qu'il s'agisse des dockers américains aux imprimeries de la Presse en France, en passant par de multiples exemples dans de nombreux pays) est un puissant moyen, donné par l'Etat et les patrons aux syndicats, pour contrôler et pacifier la force de travail. Cela encourage également corruption, affairisme au sein des mêmes syndicats.

Les ouvriers du secteur de l'ingénierie de construction ont fait le constat de leur faiblesse face aux patrons, malgré leur qualification, à cause de l'émiettement de leur force du fait, premièrement, de la multiplication des entreprises auxquelles ils appartiennent et, deuxièmement, de leur délocalisation à cause de la nature même de leur activité, faiblesse qui est palliée en partie par la convention collective (le *Blue Book*)

Dans ces conditions, il ne peut être question de soutenir une politique (la cogestion et le contrôle de l'embauche) qui ne favoriserait que le syndicat et qui constituerait un frein encore plus puissant que l'émiettement contre les luttes à venir.

Il y a heureusement un autre point qui mérite la plus grande attention : c'est la persistance de réseaux horizontaux informels entre salariés d'un même secteur, avec ou en dehors des syndicats, peu importe, qui leur permettent de réagir rapidement et efficacement. C'est un gage pour l'avenir.

Bruxelles, Londres, Paris, le 12 juin 2009

<p>Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique. Consulter le site Internet de Mouvement Communiste : <a href="http://www.mouvement-communiste.com">www.mouvement-communiste.com</a></p>
---